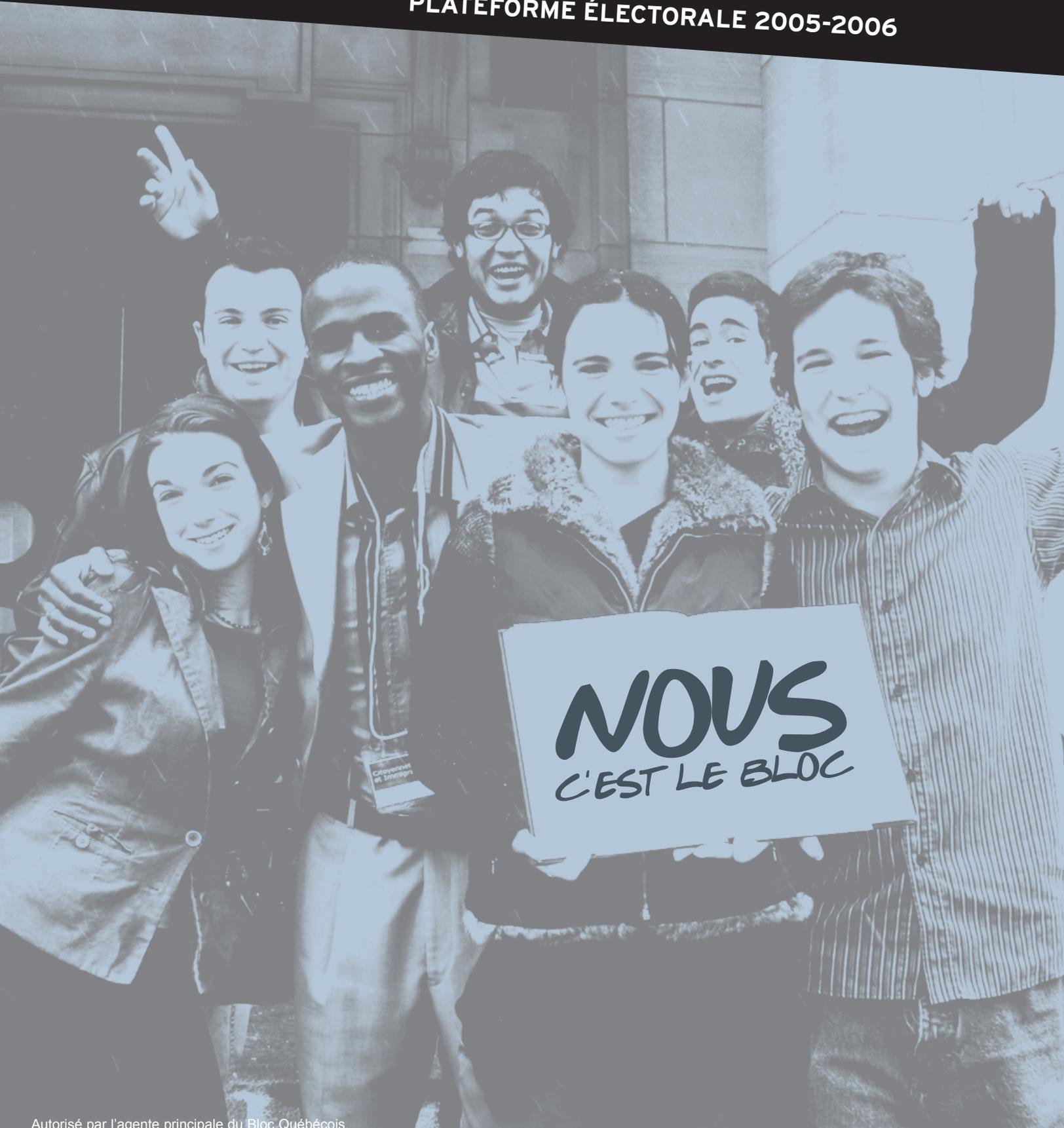


FORUM JEUNESSE DU BLOC QUÉBÉCOIS



PLATEFORME ÉLECTORALE 2005-2006





PLATEFORME ÉLECTORALE 2005-2006 DU FORUM JEUNESSE DU BLOC QUÉBÉCOIS

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Le début d'une nouvelle ère	2
Pour un projet qui nous ressemble	3
CHAPITRE A – LA SOUVERAINETÉ : RALLIER LE PLUS GRAND NOMBRE, SANS EXCEPTION	4
CHAPITRE B – DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ : ÇA PASSE AUSSI PAR L'ÉDUCATION	6
CHAPITRE C – ENVIRONNEMENT : DES CHANGEMENTS RADICAUX S'IMPOSENT.....	9
CHAPITRE D – AFFAIRES ÉTRANGÈRES : PLACE AU QUÉBEC	10
Paradis fiscaux	11
CHAPITRE E – TRAVAIL, FAMILLE, SPORT ET AGRICULTURE	12
Travail	12
Le Code canadien du travail.....	12
L'assurance-emploi	12
Famille	13
Agriculture	13

INTRODUCTION

Le Bloc Québécois est le seul parti à Ottawa qui défend les intérêts du Québec. Il est également le seul parti souverainiste.

À la suite du référendum de 1995, près de la moitié des Québécoises et des Québécois ont manifesté leur désir de faire du Québec un pays souverain. Plutôt que de tenter de répondre aux aspirations du Québec, le gouvernement libéral a choisi de répondre par le mépris.

Tout d'abord en créant le déséquilibre fiscal, un déséquilibre qui est en voie de se transformer en déséquilibre social et qui explique le sous-financement actuel des cégeps et des universités québécoises. Ce geste est condamné à l'unanimité par l'Assemblée nationale, même par les libéraux de Jean Charest.

À Ottawa, c'est le Bloc Québécois qui a fait du déséquilibre fiscal son principal cheval de bataille. Les députés du Parti libéral du Canada, pour leur part, refusent de reconnaître et d'éliminer le déséquilibre fiscal qu'ils ont eux-mêmes créé.

Ensuite, les libéraux ont adopté la loi sur la clarté, un geste méprisant envers le Québec, lui aussi condamné à l'unanimité par l'Assemblée nationale. À Ottawa, seul le Bloc Québécois a combattu cette loi et a défendu la démocratie québécoise.

Enfin, le gouvernement libéral de Paul Martin a voulu acheter la conscience des Québécoises et des Québécois avec notre argent, avec le programme des commandites. Ce gouvernement s'est déshonoré; il a tenté d'acheter des élections et il a violé les règles démocratiques les plus élémentaires.

Encore une fois, c'est le Bloc Québécois qui a poussé le Parti libéral du Canada de Paul Martin dans les câbles et qui a fait ressortir l'ampleur de ce scandale à la Chambre des communes ainsi que la colère des Québécoises et des Québécois.

Devant cette réaction du gouvernement fédéral, les Québécoises et les Québécois sont de plus en plus nombreux à rallier le projet souverainiste et le Bloc Québécois qui, pour paver la voie à la souveraineté, fait le pari qu'à mesure que le Québec avancera, ses citoyens seront plus confiants et mieux préparés que jamais à réussir la souveraineté.

Pour paver la voie à la souveraineté, le Forum jeunesse s'est donné les priorités suivantes :

1. Rallier le plus grand nombre de Québécoises et de Québécois au projet souverainiste, et ce, sans exception. Notamment les Québécois issus de l'immigration, qui sont membres à part entière de la nation québécoise et qui seront membres fondateurs du Québec souverain.

2. Faire campagne sans relâche pour que le Bloc Québécois parvienne à faire en sorte que le gouvernement fédéral hausse les transferts destinés à financer les cégeps et les universités québécoises. À cet égard, la solution passe par l'élimination du déséquilibre fiscal et la fin des intrusions fédérales.
3. Mobiliser la jeunesse québécoise autour du défi des changements climatiques et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
4. Faire une place au Québec sur la scène internationale, contraindre le gouvernement fédéral à abolir les dispositions législatives et réglementaires qui permettent aux mieux nantis – et notamment à l'entreprise familiale de Paul Martin – de profiter des paradis fiscaux pour échapper à l'impôt et se soustraire au bien commun et travailler avec l'aile parlementaire à trouver des solutions aux effets néfastes d'une mondialisation inhumaine partout au Québec.
5. Modifier les lois du travail et le régime d'assurance-emploi pour faire en sorte que les jeunes familles québécoises puissent s'épanouir plutôt que dépérir.

Le début d'une nouvelle ère

L'élection de 54 députés du Bloc Québécois lors de la dernière élection a marqué la première étape d'un nouveau cycle qui nous mènera vers un pays où nous aurons la possibilité de concrétiser nos aspirations collectives. Car seul l'avènement du pays du Québec nous permettra de mettre en œuvre des politiques qui répondent adéquatement aux désirs et aux besoins de la population québécoise, d'assurer notre développement et de participer au rayonnement du français sur la scène internationale. L'élection générale de 2006 nous donnera l'occasion de renforcer nos appuis.

L'expression démocratique de la jeunesse a été déterminante lors de la dernière campagne électorale fédérale. Considérant les enjeux avec lesquels les nouvelles générations doivent composer, le Bloc Québécois représente aujourd'hui plus que jamais une voix capable de mettre de l'avant et de faire respecter les intérêts des jeunes Québécois et Québécoises.

La deuxième étape sera l'élection d'un gouvernement souverainiste à Québec, et la troisième, un référendum gagnant. Nous en appelons donc à la jeunesse et à tous les citoyens du Québec. Mobilisons-nous pour la prochaine campagne électorale fédérale et lançons un message clair et sans équivoque à Paul Martin et son équipe. Nous allons faire contrepoids à la menace libérale qui sévit actuellement au Québec. Nous ne permettrons plus à Ottawa d'utiliser injustement nos impôts pour aller à l'encontre de nos volontés. Le gouvernement fédéral est un gouvernement de trop pour les Québécois!

Pour un projet qui nous ressemble

Cette plateforme électorale veut contribuer à positionner clairement le parti en regard des problématiques qui sont au cœur des préoccupations de la jeunesse québécoise. Qu'il soit question de démocratie, d'environnement, de citoyenneté, de mondialisation, de développement économique, d'éducation, de famille ou de travail, les jeunes du Québec veulent participer à la définition de ce que sera la société de demain. Elle vise également à outiller les membres du Forum jeunesse afin qu'ils puissent intervenir efficacement dans la campagne électorale et jouer pleinement leur rôle de citoyennes et de citoyens.

A. LA SOUVERAINETÉ : RALLIER LE PLUS GRAND NOMBRE, SANS EXCEPTION

Assujéti au système politique canadien, le Québec voit progressivement diminuer ses pouvoirs et perd continuellement sa capacité de mettre en œuvre ses choix collectifs actuels. Les relations entre les gouvernements libéraux de Paul Martin et Jean Charest montrent que rien n'a changé dans les relations Ottawa-Québec. Le Canada se développe et se construit autour de l'accroissement des pouvoirs du gouvernement central. Ceci rend impossible toute réforme qui pourrait satisfaire les aspirations légitimes des Québécoises et des Québécois.

Dans les prochaines années, notre poids politique et notre autonomie juridique continueront à s'effriter davantage. Le refus du gouvernement fédéral de reconnaître la nation québécoise et sa différence, d'admettre l'existence du déséquilibre fiscal ainsi que sa détermination à s'ingérer dans les champs de compétence du Québec et des provinces ne sont que quelques exemples du peu de cas que fait Ottawa de la volonté des citoyennes et des citoyens du Québec.

La souveraineté du Québec est l'unique solution afin de changer cette dynamique qui menace la survie de nos institutions, de notre culture et de notre identité collective. Notre projet souverainiste est déjà partagé par des millions de citoyens au Québec. Toutefois, les progrès technologiques, le nouvel ordre mondial ainsi que les changements démographiques et sociaux nous imposent chaque jour de nouveaux défis. En regard de ces nouvelles réalités, nous avons le devoir de toujours faire progresser notre projet pour qu'il demeure en phase avec les aspirations des citoyennes et des citoyens. Le Bloc Québécois, qui a toujours été à l'avant-garde des réflexions en ce domaine, doit accélérer le processus de définition et d'adaptation de ce projet collectif.

Pour faire la promotion de la souveraineté, le Forum jeunesse du Bloc Québécois propose :

1. De rallier au projet souverainiste le plus grand nombre possible de jeunes Québécoises et Québécois, sans exception.
2. De mobiliser, d'ici au prochain référendum sur la souveraineté, toutes les forces souverainistes chez les jeunes Québécoises et Québécois afin de réaliser un plan d'action ambitieux de promotion d'un Québec souverain.
3. Que le Bloc Québécois se donne de nouveaux moyens techniques afin de promouvoir la souveraineté du Québec comme un projet de société mobilisateur permettant à notre collectivité d'assumer pleinement et librement son propre destin national, comme présenté dans le document *Réaliser le Québec souverain*.

4. Que le Bloc Québécois continue d'expliquer le projet souverainiste dans l'ensemble du Canada anglais afin de démythifier les aspirations du peuple québécois comme l'a fait le chef du Bloc Québécois lors de sa tournée canadienne du 10 au 18 janvier 2005. Ces initiatives permettent de bâtir une relation durable entre nations.
5. Que le Bloc Québécois exige du gouvernement fédéral qu'il respecte l'esprit et la lettre des lois québécoises, notamment la *Loi sur la consultation populaire*, lors du prochain référendum sur l'avenir du Québec.

B. DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ : ÇA PASSE AUSSI PAR L'ÉDUCATION

Plusieurs grands débats animent les discussions de la jeunesse québécoise. Le Forum jeunesse se sent particulièrement concerné par le déclin démographique, le vieillissement de la population, le faible taux de natalité, le haut taux de suicide chez les jeunes et les mouvements migratoires. Les freins à l'exercice d'une pleine citoyenneté, qu'il s'agisse de pauvreté croissante d'une grande partie de la population, de la disparition des lieux de participation civique, de l'affaiblissement des espaces d'expression démocratique ou de l'intégration des nouveaux arrivants, nous préoccupent également.

Les défis que posent, par exemple, la mondialisation, l'environnement, la conciliation travail-études-famille et l'équité intergénérationnelle nous rappellent l'importance pour tous d'avoir la possibilité de se faire entendre. Le débat sur la participation à la guerre en Irak, le resserrement des mesures de sécurité à la suite des événements du 11 septembre 2001 ou la nécessité d'atteindre les objectifs de Kyoto sans que le Québec ne paie pour l'Alberta montrent qu'il est essentiel que tous les citoyens aient voix au chapitre. Selon nous, la participation pleine et entière à la vie nationale nécessite la maîtrise de la langue officielle du Québec.

Accroître la participation civique, revitaliser la démocratie québécoise et lutter contre la pauvreté, ça passe aussi par l'éducation. Or, le déséquilibre fiscal créé par Paul Martin étrangle le Québec financièrement et met en péril le système d'éducation québécois et ses institutions comme les cégeps et les universités partout sur le territoire.

Le gouvernement libéral de Paul Martin utilise ses énormes surplus financiers pour freiner les projets innovateurs du Québec et réduire les espaces de participation démocratique. Au nom de normes dites « nationales », il impose une vision canadienne qui érode notre capacité de mettre en œuvre nos choix démocratiques. De plus, en se montrant malhonnête dans ses prévisions budgétaires, le gouvernement libéral fausse le débat démocratique.

Le Forum jeunesse est également conscient de la diversité présente sur le territoire québécois. En ce sens, nous nous sentons solidaires des autochtones et nous déplorons que les progrès réalisés dans la lutte contre le dénuement social et économique des autochtones soient si infimes. Nous croyons qu'il est indispensable d'étendre le dialogue avec les peuples autochtones du Québec afin d'éliminer les préjugés réciproques et d'éviter que notre projet de souveraineté n'applique une vision uniforme du Québec. Force est de reconnaître que l'approche québécoise en matière de relations avec les autochtones, dont la Paix des braves en est un exemple éloquent, surpasse en tout point l'approche fédérale basée sur le paternalisme étatique et la subordination.

Dans cette optique, le Forum jeunesse du Bloc Québécois propose :

1. Que le Bloc Québécois mène une bataille de tous les instants pour que le gouvernement fédéral reconnaisse le déséquilibre fiscal qui sévit entre le gouvernement central, le Québec et les provinces et qu'il s'engage à l'éliminer afin que le gouvernement du Québec récupère sa capacité de mettre en œuvre ses choix collectifs. Ceci permettra entre autres que les problèmes de financement en éducation et dans les programmes sociaux au Québec puissent être résorbés.
2. Que le gouvernement fédéral utilise sa marge de manœuvre financière afin de hausser les transferts à l'éducation postsecondaire et aux programmes sociaux de 11,6 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.
3. Que le Bloc Québécois revendique auprès du gouvernement fédéral l'abolition de l'article de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* discriminant les étudiants qui ont contracté une aide financière pour accomplir leurs études.
4. Le Bloc Québécois demande au gouvernement fédéral d'augmenter l'actuel seuil de revenu donnant droit au remboursement des cotisations d'assurance-emploi à 3 000 \$ et de transformer ce remboursement en une exemption de base annuelle.
5. Que le Bloc Québécois exige de la part du gouvernement la mise en place d'un bureau indépendant et permanent, rattaché au Comité permanent des finances, qui aura pour mandat d'établir des prévisions financières réalistes, révisées périodiquement. Ces prévisions serviront de base à un véritable débat sur les priorités budgétaires de la population.
6. Que le Bloc Québécois s'engage à promouvoir et à défendre une citoyenneté québécoise ouverte, fondée sur la langue française, la culture, un héritage culturel en constante évolution et la participation des citoyens aux institutions publiques communes du Québec.
7. Que le Bloc Québécois fasse la promotion des relations de nation à nation dans la reconnaissance du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale des nations autochtones.
8. Que le Bloc Québécois s'engage à participer à l'établissement d'un réel partenariat avec les nations autochtones pour contrer les problèmes de pénurie de logements décentes, de chômage endémique, de précarité chez les femmes autochtones et de suicide chez les jeunes des Premières nations.
9. Que le Bloc Québécois suggère des moyens pour mieux défendre les nouveaux arrivants québécois contre les mesures arbitraires et souvent inadaptées du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration fédéral, notamment en exigeant la mise en place de la Section d'appel des réfugiés, tel que le prévoyait la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* adoptée en juin 2002.

10. Que le gouvernement fédéral exonère d'impôt complètement les bourses d'études.
11. Que le gouvernement fédéral cesse toute intrusion en éducation. Il est impératif que ce dernier s'attaque au problème de fonds s'il veut aider le secteur de l'éducation.

C. ENVIRONNEMENT : DES CHANGEMENTS RADICAUX S'IMPOSENT

Parmi les sujets d'intérêt général qui ont touché de près toutes les citoyennes et tous les citoyens québécois au cours des dernières années, l'environnement a occupé une place de choix. Aujourd'hui, la politique et le droit de l'environnement font partie de ces sujets prépondérants dans les politiques d'État, au même titre que les finances publiques.

La réflexion des membres du Forum jeunesse du Bloc Québécois, particulièrement préoccupés par ces questions dont dépendra leur avenir et celui de leurs enfants, est animée par le principe du développement durable. Par ailleurs, le Forum jeunesse du Bloc Québécois croit fermement aux valeurs enchâssées dans le protocole de Kyoto qui constituent, à son avis, un seuil minimal qu'il convient de respecter en la matière. Toutefois, le respect du principe du pollueur-payeur est primordial. Le Québec ne doit pas faire les frais des mesures canadiennes qui visent à soutenir les industries des hydrocarbures (pétrole, gaz et charbon), l'industrie nucléaire et automobile.

Dans cette perspective, le Forum jeunesse du Bloc Québécois tient à proposer ce qui suit :

1. Que le gouvernement fédéral conclue une entente permettant au Québec de se retirer avec pleine compensation de tous les programmes fédéraux de mise en œuvre de Kyoto, de façon à lui permettre d'appliquer des mesures appropriées sur son territoire pour lutter contre les changements climatiques.
2. Que le gouvernement canadien tienne compte du principe du pollueur-payeur et qu'il tienne compte des efforts déjà déployés par le Québec en cette matière.
3. Que le gouvernement fédéral mette de l'avant, dans ses propres champs de compétence, des mesures véritablement efficaces pour lutter contre les changements climatiques, notamment :
 - une réglementation sévère sur les normes de fabrication des véhicules qui prévoira de lourdes pénalités en cas de non-respect;
 - la création d'une déduction fiscale sur les laissez-passer pour les transports en commun;
 - l'élimination des incitatifs fiscaux accordés aux entreprises productrices d'hydrocarbures;
 - L'étiquetage éco-énergétique obligatoire sur les véhicules neufs ou usagés vendus au Canada permettant d'informer et de sensibiliser la population et les entreprises.
4. Que le gouvernement fédéral investisse une somme substantielle pour le développement de l'énergie éolienne au Québec au lieu d'investir dans le pétrole albertain et le nucléaire ontarien.

D. AFFAIRES ÉTRANGÈRES : PLACE AU QUÉBEC

Au Canada, les affaires étrangères sont l'apanage du gouvernement fédéral qui peut exercer tous les pouvoirs sans contrôle parlementaire et sans participation de la société civile. Cette façon de faire ne convient pas du tout au Québec, société de dialogue et de concertation.

La Constitution canadienne confère au Québec des compétences exclusives qu'il a le droit d'exercer pleinement et sans ingérence fédérale. Autrefois, les traités internationaux traitaient essentiellement de questions de juridiction fédérale : politique étrangère, commerce international, défense, douanes, etc. Aujourd'hui, les accords internationaux traitent de tous les aspects de la vie en société, dont plusieurs ne relèvent pas d'Ottawa : santé, éducation, droits civils et politiques, culture, services publics, rôle de l'État dans l'économie, etc. Seul le gouvernement du Québec est habilité à discuter de ces questions au nom du Québec.

Les valeurs que chérissent les Québécoises et les Québécois, et qui ont forgé le modèle québécois, doivent être portées au niveau international. La solidarité québécoise peut se transposer à l'échelle d'un continent. Le Québec peut devenir un chef de file dans la promotion de relations commerciales équitables entre les peuples.

La doctrine Gérin-Lajoie¹ mise en place dans les années 60 est aujourd'hui plus que jamais une nécessité afin que le Québec puisse faire valoir ses valeurs et ses intérêts sur les tribunes internationales.

Tous les partis fédéralistes à Ottawa refusent au Québec le moindre rôle sur la scène internationale. Les députés du Bloc Québécois sont les seuls à appuyer à Ottawa la doctrine Gérin-Lajoie.

Le Québec souverain pourra aborder sagement la pratique des affaires étrangères en s'assurant :

- que les traités internationaux soient soumis pour approbation à l'Assemblée nationale et, dans certains cas majeurs, qu'ils fassent l'objet d'une consultation populaire;
- que tout envoi de troupes québécoises à l'étranger soit soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale;
- que, en application du modèle québécois de concertation, soient constituées des tables rondes permanentes avec la société civile sur les questions d'affaires étrangères, de commerce international, de sécurité et de développement international;
- que le gouvernement crée un observatoire de la mondialisation et suscite la création d'un réseau international d'observatoires qui pourrait, fort de l'expérience acquise par les différents pays, permettre au Québec de mieux réagir face aux défis mondiaux.

1. La doctrine Gérin-Lajoie veut que le Québec exerce lui-même ses champs de compétence partout, y compris sur la scène internationale. Tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale et tous les gouvernements du Québec depuis 40 ans y souscrivent.

Dans ce contexte, le Forum jeunesse du Bloc Québécois propose :

1. Que le Bloc Québécois exige du gouvernement fédéral qu'il reconnaisse au Québec le plein droit de s'exprimer, directement et en son propre nom, dans tous les forums internationaux où l'on traite de questions qui relèvent de sa juridiction.
2. Que le Bloc Québécois exige un débat portant sur les accords commerciaux en cours de négociation avant la ratification de tels accords.
3. Que le Bloc Québécois exige pour les parlementaires le droit de se prononcer par un vote sur tout accord international d'importance conclu par le gouvernement fédéral.
4. Que le Bloc Québécois continue à organiser des rencontres régulières avec le corps diplomatique et avec son réseau de contacts internationaux pour présenter le point de vue du Québec sur des questions importantes.
5. Que le Bloc Québécois exige du gouvernement fédéral qu'il mette en place un processus formel de consultation entre les gouvernements fédéral, du Québec et des provinces avant et pendant des négociations internationales, de façon à clarifier sa marge de manœuvre et à respecter les volontés du Québec.

Paradis fiscaux

D'autre part, le gouvernement fédéral est un apôtre d'une mondialisation au service du plus fort, qui nivelle les sociétés humaines par le bas, par exemple en encourageant les plus riches à se soustraire à leurs responsabilités et à ne pas payer leur juste part d'impôts en se réfugiant dans les paradis fiscaux. Le Forum jeunesse s'engage à proposer des mesures allant vers une mondialisation équitable :

1. Que le gouvernement fédéral modifie toutes les lois et tous les règlements qui permettent actuellement à des entreprises comme la Canadian Steamship Lines de se soustraire à ses responsabilités fiscales et environnementales.
2. Que le gouvernement fédéral entreprenne des démarches afin que toutes les sociétés ouvertes de compétence fédérale associent à leur rapport annuel un volet environnemental et social afin d'encourager l'investissement responsable.
3. Que le Bloc Québécois réitère son engagement envers une mondialisation équitable du point de vue économique, social et environnemental et qu'il intensifie ses interventions pour une augmentation de l'aide au développement international en respectant les objectifs de l'ONU.
4. Que le Bloc Québécois incite le gouvernement fédéral à favoriser la consommation de produits équitables, l'investissement responsable et le développement durable, en commençant par ses propres achats.

E. TRAVAIL, FAMILLE, SPORT ET AGRICULTURE

Travail

Un bon emploi chez les jeunes et les moins jeunes est source de valorisation, d'estime de soi et d'épanouissement. De plus, la main-d'œuvre est le fondement du développement économique de toutes les sociétés. De ce point de vue, il importe d'assurer un environnement de travail sain et adapté, qui protège les travailleuses et les travailleurs contre les risques inhérents à l'économie de marché et qui assure la paix sociale tant aux employeurs qu'aux employés.

Conformément à ces principes, le Forum jeunesse du Bloc Québécois propose ce qui suit :

Le Code canadien du travail

1. Que le gouvernement fédéral revoie en profondeur le Code canadien du travail pour le moderniser en vue d'étendre notamment la protection offerte aux jeunes travailleuses et aux jeunes travailleurs.
2. Que le gouvernement fédéral comble de façon urgente le trou législatif qui permet aux compagnies qui relèvent du *Code canadien du travail* d'engager des briseurs de grève (*scabs*) lors de conflits de travail.

L'assurance-emploi

1. Que le gouvernement reconnaisse qu'il s'est servi des surplus de la caisse d'assurance-emploi (48 milliards de dollars) et qu'il rembourse graduellement les montants détournés.
2. Que le Bloc Québécois continue de réclamer la création d'une caisse autonome et d'une commission indépendante d'assurance-emploi pour que le gouvernement cesse de détourner les cotisations des travailleurs et des employeurs.
3. Que le gouvernement fédéral compense adéquatement les travailleurs qui perdent leur emploi, et plus particulièrement les femmes et les jeunes, victimes des coupes libérales sauvages dans le régime d'assurance-emploi ces dernières années, notamment en :
 - établissant un seuil unique d'admissibilité de 360 heures;
 - augmentant de cinq semaines la durée des prestations par rapport à la situation actuelle;
 - exigeant l'abolition de la clause discriminatoire qui fait que les nouveaux arrivants² sur le marché du travail doivent effectuer 910 heures de travail avant d'être admissibles et en exigeant un seuil d'admissibilité de 360 heures pour tous;
 - créant un cadre pour étendre l'application du régime d'assurance-emploi, tant pour les prestations ordinaires que spéciales, aux travailleurs autonomes, qui, pour beaucoup, sont des artisans de la culture.

2. Ce terme inclut les personnes qui reviennent sur le marché du travail après deux ans, dont un grand nombre de femmes.

Famille

À l'heure actuelle, le plus grand obstacle à la politique familiale du Québec, c'est le gouvernement fédéral. La plus importante des embûches posées au Québec par Ottawa, c'est le déséquilibre fiscal. En privant le gouvernement du Québec de ressources financières cruciales pour répondre aux besoins des Québécoises et des Québécois, Ottawa a induit une pression sur tous les programmes sociaux du Québec, y compris le programme de garderies à 5 \$, des garderies qui coûtent maintenant 7 \$ par jour.

Pire encore : par son refus d'adapter sa fiscalité au programme québécois de garderies à 7 \$, le gouvernement fédéral a confisqué aux parents québécois près de 1,5 milliard de dollars³ depuis 1998. En 2005, le gouvernement libéral aura confisqué au moins 250 millions de dollars aux parents québécois, soit une moyenne de 1 316 \$ par enfant. C'est ainsi que si rien ne change, dans cinq ans, Ottawa aura confisqué une somme moyenne de 6 579 \$ aux parents québécois. Loin d'encourager les politiques progressistes du Québec, le comportement du ministre des Finances de l'époque, Paul Martin, a pénalisé le Québec pour avoir mis sur pied un programme de garderies unique en Amérique du Nord.

Le Forum jeunesse propose donc :

1. Que le Bloc Québécois continue d'exiger du gouvernement fédéral qu'il transfère au gouvernement du Québec les sommes qu'il économise par le biais du programme québécois de garderies à contribution réduite.
2. Que le Bloc Québécois dépose de nouveau un projet de loi prévoyant l'abolition de la TPS sur les couches et les produits pour les nouveau-nés.

Agriculture

Finalement, le Forum jeunesse du Bloc Québécois est très inquiet du sort réservé aux producteurs agricoles québécois qui peinent à trouver une relève à cause des conditions très difficiles dans lesquelles ils œuvrent. Dans ces conditions, le Forum jeunesse propose :

1. Que le gouvernement fédéral favorise la relève agricole et le développement rural en :
 - défendant la gestion de l'offre en agriculture;
 - augmentant le bénéfice de transférer une ferme plutôt que la démanteler, notamment en augmentant le montant admissible à la déduction pour gain en capital pour biens agricoles de 500 000 \$ à 1 000 000 \$, et ce, seulement pour les transactions à la suite desquelles il y aurait maintien de l'exploitation;
 - constituant un régime d'épargne transfert agricole permettant aux producteurs d'accumuler un fonds de retraite à l'abri de l'impôt. Les gouvernements pourraient y apporter une contribution comme pour le régime d'épargne-études. Cette contribution serait conditionnelle au maintien de la ferme lors du transfert.

3. 1,479 milliard de dollars précisément.